

États financiers annuels

31 août 2011

États financiers annuels

pour l'exercice clos le 31 août 2011

État du portefeuille de placements Au 31 août 2011

Titre	Nombre d'actions	Coût moyen (en milliers de dollars)	Valeur actuelle (en milliers de dollars)	% de l'actif net
ACTIONS CANADIENNES				
Consommation discrétionnaire				
Corus Entertainment Inc., catégorie B	167 600	3 264	3 411	
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	269 000	5 603	7 115	
Linamar Corp.	198 700	2 498	3 100	
Magna International Inc., catégorie A	469 940	16 961	17 468	
Martinrea International Inc.	41 800	375	285	
RONA Inc.	422 050	7 233	4 191	
Thomson Reuters Corp.	211 600	8 694	6 407	
Tim Hortons Inc.	50 800	1 691	2 369	
		46 319	44 346	7,9 %
Biens de consommation de base				
Atrium Biotechnologies inc.	91 000	1 510	1 269	
Corporation Shoppers Drug Mart	174 880	6 627	6 953	
		8 137	8 222	1,5 %
Énergie				
Aberdeen International Inc., bons de souscription, 2012/06/06	190 000	—	27	
Advantage Oil & Gas Ltd.	407 540	2 694	2 315	
AltaGas Ltd.	129 400	2 562	3 566	
Angle Energy Inc.	92 000	764	746	
ARC Resources Ltd.	132 500	3 217	3 214	
Athabasca Oil Sands Corp.	107 200	1 800	1 493	
Bankers Petroleum Ltd.	167 400	893	837	
Bellatrix Exploration Ltd.	31 600	149	125	
BNK Petroleum Inc.	92 800	453	295	
Calfrac Well Services Ltd.	5 700	218	196	
Corporation Cameco	271 900	7 661	6 180	
Canadian Energy Services & Technology Corp.	86 200	467	999	
Canadian Natural Resources Ltd.	646 060	19 223	23 841	
Canadian Oil Sands Ltd.	89 010	2 754	2 084	
Canyon Services Group Inc.	64 600	220	798	
Cathedral Energy Services Ltd.	42 300	215	317	
Celtic Exploration Ltd.	40 600	648	935	
Cenovus Energy Inc.	341 408	8 772	12 055	
Cequence Energy Ltd.	65 700	258	246	
Crew Energy Inc.	29 700	340	354	
Delphi Energy Corp.	189 000	511	380	
EnCana Corp.	428 988	12 388	10 670	
Gasfrac Energy Services Inc.	162 200	1 493	1 362	
Husky Energy Inc.	243 105	6 302	5 915	
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	55 500	2 282	2 226	
LNG Energy Ltd.	435 900	109	111	
Madalena Ventures Inc.	61 100	44	40	
Midway Energy Ltd., catégorie A	216 400	1 008	896	
Mullen Group Ltd.	198 100	4 186	4 273	
Petro Rubiales Energy Corp.	107 000	3 035	2 570	
Paramount Resources Ltd., catégorie A	51 500	1 115	1 706	
Petrominerales Ltd.	4 314	54	132	
Pinecrest Energy Inc.	339 400	486	770	
Secure Energy Services Inc.	65 100	221	529	
Suncor Énergie Inc.	932 895	29 384	29 172	
Société d'énergie Talisman Inc.	933 780	15 559	15 267	
Touchstone Exploration Inc., restreint	654 200	366	267	
TransGlobe Energy Corp.	61 000	853	578	
Trilogy Energy Corp.	9 000	83	243	
Trinidad Drilling Ltd.	33 800	366	274	
Twin Butte Energy Ltd.	567 400	1 509	1 169	
Western Energy Services Corp.	35 375	278	304	
Whitecap Resources Inc.	108 000	745	726	
		135 685	140 203	25,0 %
Services financiers				
Banque de Montréal	143 040	7 614	8 743	
La Banque de Nouvelle-Écosse	247 850	9 287	13 513	

Titre	Nombre d'actions	Coût moyen (en milliers de dollars)	Valeur actuelle (en milliers de dollars)	% de l'actif net
Brookfield Asset Management Inc., catégorie A	234 500	7 651	6 798	
Calloway REIT	37 300	503	934	
Fonds de placement immobilier d'immeubles résidentiels canadiens	100 400	1 210	2 070	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	165 000	12 391	12 564	
Fonds de placement immobilier Cominar	27 900	376	614	
FirstService Corp.	21 700	421	673	
GMP Capital Inc.	90 700	1 157	807	
H&R REIT	20 200	378	428	
Société financière IGM Inc.	56 000	2 214	2 475	
Banque Laurentienne du Canada	20 200	1 014	874	
Mainstreet Equity Corp.	16 000	273	278	
Société Financière Manuvie	1 188 200	28 737	15 910	
Power Corporation du Canada	205 700	5 316	4 871	
Corporation Financière Power	196 620	5 662	5 273	
Banque Royale du Canada	715 880	33 625	35 830	
Financière Sun Life Inc.	170 400	4 989	4 514	
Banque Toronto-Dominion (La)	450 060	26 175	34 768	
		148 993	151 937	27,0 %
Soins de santé				
Bioniche Life Sciences Inc.	25 700	37	17	
Centric Health Corp.	229 100	275	435	
Oncolytics Biotech Inc.	308 000	1 590	1 137	
Laboratoires Paladin Inc.	16 800	400	590	
SXC Health Solutions Corp.	6 500	107	346	
		2 409	2 525	0,4 %
Industrie				
Black Diamond Group Ltd.	13 200	100	209	
Bombardier Inc., catégorie B	1 510 000	6 908	7 203	
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	122 710	5 676	8 839	
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	75 490	4 893	4 243	
Contrans Group Inc., catégorie A	106 900	705	803	
Finning International Inc.	13 600	332	340	
GLV Inc., catégorie A	57 400	573	213	
Progressive Waste Solutions Ltd.	13 000	240	284	
Groupe SNC-Lavalin Inc.	50 000	2 740	2 616	
Stantec Inc.	16 100	474	392	
Transcontinental Inc., catégorie A	57 200	804	802	
TransForce Inc.	97 700	795	1 260	
Wajax Corp.	10 700	274	385	
WestJet Airlines Ltd.	196 900	2 214	2 747	
Westshore Terminals Investment Corp.	10 000	228	229	
		26 956	30 565	5,4 %
Technologies de l'information				
5N Plus Inc.	21 800	201	186	
Celestica Inc.	464 620	4 503	3 801	
Descartes Systems Group Inc. (The)	134 000	717	829	
Enablence Technologies Inc.	2 328 500	1 094	140	
Open Text Corp.	67 800	2 853	3 904	
Research In Motion Ltd.	520 100	26 266	16 477	
Sierra Wireless Inc.	119 200	1 377	852	
		37 011	26 189	4,7 %
Matériaux				
Agrium Inc.	190 200	11 855	15 972	
Alamos Gold Inc.	12 300	232	230	
Anvil Mining Ltd.	365 000	1 486	2 391	
Augusta Resource Corp.	92 470	362	374	
Aurux Gold Corp.	1 021 900	937	572	

Annexe à l'état du portefeuille de placements

Gestion du risque

Objectif de placement : Le Fonds d'actions canadiennes Frontières (*Fonds*) cherche à obtenir une appréciation du capital à long terme en investissant dans un portefeuille diversifié constitué principalement d'actions de sociétés établies au Canada.

Stratégies de placement : Le Fonds investit surtout dans des actions ordinaires, mais peut aussi acheter des titres convertibles en actions ordinaires. Au moment de prendre des décisions de placement, le Fonds peut s'appuyer sur différents modes de placement, comme des stratégies fondées sur la croissance et la valeur.

L'état du portefeuille de placements présente les titres détenus par le Fonds au 31 août 2011 et regroupe les titres par type d'actif, par secteur, par région ou par position de change. Les principaux risques inhérents au Fonds sont analysés ci-après. À la note 2 afférente aux états financiers se trouvent des renseignements généraux sur la gestion des risques et une analyse détaillée des risques de crédit, de change, de taux d'intérêt, d'illiquidité et d'autres risques de prix/de marché.

Sommaire du portefeuille de placements au 31 août 2010

Le tableau qui suit présente les secteurs de placements dans lesquels avait investi le Fonds au 31 août 2010 et regroupe les titres par type d'actif, par secteur, par région ou par position de change :

Répartition du portefeuille	% de l'actif net
Actions canadiennes	
Produits de consommation discrétionnaire	6,4
Biens de consommation de base	3,4
Énergie	25,4
Services financiers	25,8
Soins de santé	0,1
Industrie	6,0
Technologies de l'information	7,4
Matériaux	17,4
Services de télécommunications	3,9
Services publics	1,4
Placements à court terme	2,5
Autres actifs, moins les passifs	0,3
Total	100,0

Risque de crédit

Les notes de crédit représentent un regroupement des notes accordées par divers fournisseurs de services externes et sont sous réserve de changements qui peuvent être importants.

Voir l'état du portefeuille de placements pour connaître le risque de contrepartie découlant des contrats sur instruments dérivés hors cote, le cas échéant.

Aux 31 août 2011 et 2010, le Fonds avait investi dans des titres de créance assortis des notes de crédit suivantes :

Titres de créance par note de crédit	% de l'actif net	
	31 août 2011	31 août 2010
AAA	2,1	2,5
AA	0,2	—
Total	2,3	2,5

Risque de change

Aux 31 août 2011 et 2010, le Fonds n'était pas exposé de façon importante au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Aux 31 août 2011 et 2010, la majeure partie des actifs et des passifs financiers du Fonds ne portaient pas intérêt et étaient à court terme; ainsi, le Fonds n'était pas grandement exposé aux risques de fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Risque d'illiquidité

Le Fonds est exposé à des rachats en trésorerie quotidiens visant des parts rachetables. Aux 31 août 2011 et 2010, le Fonds conservait suffisamment de positions en trésorerie et en équivalents de trésorerie pour maintenir un niveau adéquat de liquidités.

Autres risques de prix/de marché

Le tableau ci-après montre quelle aurait été la variation de l'actif net si la valeur de l'indice ou des indices de référence du Fonds avait augmenté ou diminué de 1 % aux 31 août 2011 et 2010. Cette variation est estimée d'après la corrélation historique entre le rendement des parts de catégorie A du Fonds et celui de l'indice ou des indices de référence du Fonds, d'après 36 données mensuelles, selon leur disponibilité, reposant sur les rendements nets mensuels du Fonds. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées. La corrélation historique peut ne pas être représentative de la corrélation future et, par conséquent, l'incidence sur l'actif net pourrait être très différente.

Indice de référence	Incidence sur l'actif net (en milliers de dollars)	
	31 août 2011	31 août 2010
Indice composé S&P/TSX	5 254	5 217

Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des données utilisées aux 31 août 2011 et 2010 dans l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers du Fonds, comptabilisés à la juste valeur :

Au 31 août 2011

Classement	Niveau 1 (i)	Niveau 2 (ii)	Niveau 3 (iii)	Total
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Actifs financiers				
Placements à court terme	—	12 608	—	12 608
Actions	546 884	753	—	547 637
Total des actifs financiers	546 884	13 361	—	560 245

(i) Prix cotés dans des marchés actifs pour des actifs identiques

(ii) Autres données observables importantes

(iii) Données non observables importantes

Au 31 août 2010

Classement	Niveau 1 (i)	Niveau 2 (ii)	Niveau 3 (iii)	Total
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Actifs financiers				
Placements à court terme	—	14 253	—	14 253
Actions	553 695	954	—	554 649
Total des actifs financiers	553 695	15 207	—	568 902

(i) Prix cotés dans des marchés actifs pour des actifs identiques

(ii) Autres données observables importantes

(iii) Données non observables importantes

Transfert d'actifs entre le niveau 1 et le niveau 2

Le transfert d'actifs et de passifs financiers du niveau 1 au niveau 2 découle du fait que ces titres ne sont plus négociés sur un marché actif.

Juste valeur des actifs transférés du niveau 1 au niveau 2 au cours de la période (en milliers de dollars)	31 août 2011	31 août 2010
		—

Le transfert d'actifs et de passifs financiers du niveau 2 au niveau 1 découle du fait que ces titres sont dorénavant négociés sur un marché actif.

Juste valeur des actifs transférés du niveau 2 au niveau 1 au cours de la période (en milliers de dollars)	31 août 2011	31 août 2010
		27

Rapprochement des variations des actifs et des passifs financiers — niveau 3

Le Fonds ne détenait pas de placements importants de niveau 3 au début, au cours ou à la fin d'aucune des périodes.

Fonds d'actions canadiennes Frontières

États de l'actif net (en milliers, sauf les montants par part)

Aux 31 août 2011 et 2010 (note 1)

	2011	2010
Actif		
Placements à la valeur actuelle [†] (notes 2 et 3)	560 245 \$	568 902 \$
Encaisse, y compris les avoirs en devises, à la valeur actuelle	1 070	2 108
Dépôt de garantie	43	—
Intérêts courus et dividendes à recevoir	648	574
Montant à recevoir à la vente de titres en portefeuille	2 208	1 898
Montant à recevoir à l'émission de parts	171	173
Autres montants à recevoir	4	—
Gain de change latent sur les montants à recevoir et à payer	—	3
Total de l'actif	564 389	573 658
Passif		
Montant à payer à l'acquisition de titres en portefeuille	2 384	1 630
Montant à payer au rachat de parts	536	1 213
Frais de gestion à payer	1	424
Autres charges à payer	—	43
Total du passif	2 921	3 310
Total de l'actif net	561 468 \$	570 348 \$
Actif net par catégorie (note 10)		
Catégorie A	150 644 \$	169 872 \$
Catégorie C	39 375 \$	36 555 \$
Catégorie I	5 708 \$	4 364 \$
Catégorie O	365 741 \$	359 557 \$
Actif net par part^{††} (notes 4 et 10)		
Catégorie A	20,74 \$	19,82 \$
Catégorie C	10,34 \$	9,80 \$
Catégorie I	9,91 \$	9,32 \$
Catégorie O	12,71 \$	11,95 \$

† Prêt de titres

Le Fonds avait des actifs qui faisaient l'objet d'opérations de prêt de titres en cours au 31 août 2011 :

	Valeur globale des titres prêtés (en milliers de dollars)	Valeur globale de la garantie donnée (en milliers de dollars)
-	75 419	79 231

Type de garantie* (en milliers de dollars)

i	ii	iii	iv	v
4 840	74 391	—	—	—

*Les définitions se trouvent à la note 2g.

†† Rapprochement de l'actif net par part (note 10)

	Actif net par part	Ajustement au titre de l'écart d'évaluation par part (ch. 3855-ICCA)	Valeur liquidative par part
Catégorie A	20,74 \$	0,04 \$	20,78 \$
Catégorie C	10,34 \$	0,02 \$	10,36 \$
Catégorie I	9,91 \$	0,03 \$	9,94 \$
Catégorie O	12,71 \$	0,03 \$	12,74 \$

Organisation du Fonds (note 1)

Le Fonds a été créé le 19 novembre 1999 (date de création).

	Date de début des activités
Catégorie A	24 novembre 1999
Catégorie C	16 février 2006
Catégorie I	4 avril 2006
Catégorie O	15 mars 2005

États des résultats (en milliers, sauf les montants par part)

Pour les périodes closes les 31 août 2011 et 2010 (note 1)

	2011	2010
Revenus		
Intérêts	371 \$	1 849 \$
Dividendes	12 438	11 502
Prêt de titres	87	70
	12 896	13 421
Charges (notes 5 et 8)		
Frais de gestion [‡]	5 162	5 215
Honoraires des auditeurs	6	19
Frais de garde	57	130
Honoraires versés au comité d'examen indépendant	4	3
Frais juridiques	8	7
Frais de réglementation	20	21
Charges liées à l'information des porteurs de parts	423	431
Autres charges	54	154
	5 734	5 980
Renonciation aux/prise en charge des charges par le gestionnaire	(54)	(232)
	5 680	5 748
Revenu net (perte nette) de placement	7 216	7 673
Gain (perte) réalisé(e) et latent(e) sur les placements		
Gain net (perte nette) réalisé(e) à la vente de placements	50 993	45 605
Gain net (perte nette) réalisé(e) sur options	93	—
Gain net (perte nette) réalisé(e) de change (notes 2d et e)	12	—
Coûts de transaction ^{‡‡}	(971)	(1 128)
Augmentation (diminution) de la plus-value (moins-value) latente des placements	(15 953)	1 236
Gain net (perte nette) sur les placements	34 174	45 713
Augmentation (diminution) de l'actif net liée à l'exploitation	41 390 \$	53 386 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net liée à l'exploitation par catégorie		
Catégorie A	10 528 \$	16 512 \$
Catégorie C	1 762 \$	2 156 \$
Catégorie I	320 \$	176 \$
Catégorie O	28 780 \$	34 542 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net liée à l'exploitation par part		
Catégorie A	1,36 \$	1,68 \$
Catégorie C	0,48 \$	0,66 \$
Catégorie I	0,82 \$	0,47 \$
Catégorie O	1,01 \$	1,19 \$

‡ Montant maximal des frais de gestion (note 5)

Catégorie A	2,25 %
Catégorie C	1,65 %
Catégorie I	0,65 %
Catégorie O	0,00 %

‡‡ Commissions de courtage et honoraires (notes 7 et 8)

	2011	2010
Commissions de courtage et autres honoraires (en milliers de dollars)		
Total payé	970	1 132
Versés à Marchés mondiaux CIBC inc.	36	50
Versés à CIBC World Markets Corp.	—	—
Rabais de courtage (en milliers de dollars)		
Total payé	176	60
Versés à Marchés mondiaux CIBC inc. et à CIBC World Markets Corp.	8	1

Frais d'administration et autres charges d'exploitation du Fonds (note 8)

	2011	2010
(en milliers de dollars)	354	330

Fournisseur de services (note 8)

Les montants versés par le Fonds (incluant toutes les taxes applicables) à la Compagnie Trust CIBC Mellon au titre des frais de garde, et à Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon (STM CIBC) au titre des services de prêt de titres, de comptabilité, d'information financière et d'évaluation de portefeuille (déduction faite des charges prises en charge) pour les périodes closes les 31 août 2011 et 2010 sont les suivants :

	2011	2010
(en milliers de dollars)	72	106

États de l'évolution de l'actif net (en milliers)

Pour les périodes closes les 31 août 2011 et 2010 (note 1)

	Parts de catégorie A		Parts de catégorie C		Parts de catégorie I		Parts de catégorie O	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Augmentation (diminution) de l'actif net liée à l'exploitation	10 528 \$	16 512 \$	1 762 \$	2 156 \$	320 \$	176 \$	28 780 \$	34 542 \$
Distributions versées ou à verser aux porteurs de parts[‡]								
Du revenu de placement net	—	—	—	(108)	(25)	(30)	(4 573)	(5 765)
	—	—	—	(108)	(25)	(30)	(4 573)	(5 765)
Variations découlant des opérations liées aux porteurs de parts								
Montant reçu à l'émission de parts	12 053	15 116	7 750	17 213	3 822	3 112	23 120	28 339
Montant reçu au réinvestissement des distributions	—	—	—	107	25	27	4 573	5 765
Montant payé au rachat de parts	(41 809)	(69 307)	(6 692)	(6 623)	(2 798)	(467)	(45 716)	(20 170)
	(29 756)	(54 191)	1 058	10 697	1 049	2 672	(18 023)	13 934
Augmentation (diminution) de l'actif net pour la période	(19 228)	(37 679)	2 820	12 745	1 344	2 818	6 184	42 711
Actif net au début de la période	169 872	207 551	36 555	23 810	4 364	1 546	359 557	316 846
Actif net à la fin de la période	150 644 \$	169 872 \$	39 375 \$	36 555 \$	5 708 \$	4 364 \$	365 741 \$	359 557 \$
Parts émises et en circulation (note 4) Aux 31 août 2011 et 2010								
Solde au début de la période	8 572	11 307	3 729	2 633	468	180	30 077	28 877
Parts émises contre espèces	541	764	681	1 764	355	336	1 693	2 391
Parts émises au réinvestissement des distributions	—	—	—	11	2	3	334	499
	9 113	12 071	4 410	4 408	825	519	32 104	31 767
Parts rachetées	(1 849)	(3 499)	(601)	(679)	(249)	(51)	(3 329)	(1 690)
Solde à la fin de la période	7 264	8 572	3 809	3 729	576	468	28 775	30 077

[‡] Pertes en capital et pertes autres qu'en capital (note 6)

En décembre 2010, le Fonds disposait des pertes en capital et des pertes autres qu'en capital suivantes (en milliers de dollars) pouvant être reportées en avant aux fins de l'impôt :

Total des pertes en capital	Total des pertes autres qu'en capital	Expiration des pertes autres qu'en capital :			
		2011	2012 à 2014	2015 à 2019	2020 à 2030
10 396	—	—	—	—	—

Notes afférentes aux états financiers

31 août 2011 et 2010

1. Fonds Frontières — Organisation des fonds et périodes de présentation de l'information financière

Les Fonds Frontières comprennent le Fonds canadien de revenu à court terme Frontières, le Fonds canadien de titres à revenu fixe Frontières, le Fonds canadien de revenu mensuel Frontières, le Fonds d'actions canadiennes Frontières, le Fonds d'actions américaines Frontières, le Fonds d'actions américaines neutre en devises Frontières, le Fonds d'actions internationales Frontières, le Fonds d'actions de marchés émergents Frontières et le Fonds d'obligations mondiales Frontières.

Chacun des Fonds Frontières (individuellement un *Fonds* et collectivement les *Fonds*) est une fiducie de fonds communs de placement constituée en vertu des lois de l'Ontario et régie aux termes d'une déclaration de fiducie (*déclaration de fiducie*).

Les Fonds sont gérés par Gestion d'actifs CIBC inc. (*gestionnaire*). Le gestionnaire est également le fiduciaire, l'agent chargé de la tenue des registres et l'agent de transfert des Fonds.

Chaque Fonds peut émettre un nombre illimité de catégories de parts et un nombre illimité de parts de chaque catégorie. Chaque Fonds offre des parts des catégories A, C, I et O, sauf le Fonds canadien de revenu à court terme Frontières qui n'offre que des parts de catégorie A et le Fonds d'actions américaines neutre en devises Frontières qui n'offre que des parts de catégorie O. À l'avenir, l'offre de toute catégorie d'un Fonds peut être révisée ou des catégories additionnelles peuvent être offertes.

Chaque catégorie de parts peut exiger des frais de gestion différents. Les charges d'exploitation peuvent être communes ou propres à une catégorie. Les charges propres à une catégorie sont réparties par catégorie. Par conséquent, une valeur liquidative par part distincte est calculée pour chaque catégorie de parts.

Les parts de catégorie A sont offertes seulement aux investisseurs qui participent au programme Frontières. Ce programme investit dans divers Fonds qui forment un Portefeuille Frontières. Les parts de catégorie A sont offertes sans frais d'acquisition. Les investisseurs ne paient pas de commission à l'achat de parts de catégorie A, ni de frais au moment de faire racheter leurs parts de catégorie A. Ils pourraient avoir à payer des frais d'opération à court terme, le cas échéant.

Les parts de catégorie C sont offertes à tous les investisseurs sans frais d'acquisition. Les investisseurs ne paient pas de commission à l'achat de parts de catégorie C, et n'ont pas non plus à verser des frais de rachat s'ils remettent leurs parts de catégorie C. Ils pourraient avoir à payer des frais d'opération à court terme, le cas échéant.

Les parts de catégorie I sont offertes aux investisseurs qui participent à des programmes qui n'exigent pas le paiement de frais d'acquisition des parts par les investisseurs, ni de frais de service ou de commissions de suivi aux courtiers. Pour ces investisseurs, le gestionnaire facture séparément les frais de placement habituels et exige des frais de gestion réduits. Parmi les investisseurs potentiels, notons les clients des conseillers en valeurs rémunérés à l'acte, les clients ayant des comptes intégrés parrainés par des courtiers et ceux qui paient des honoraires annuels à leur courtier plutôt que des frais d'acquisition découlant des opérations pour lesquelles le courtier ne reçoit pas de frais de service ni de commissions de suivi de la part du gestionnaire.

Les parts de catégorie O ne sont offertes qu'à certains investisseurs qui ont été approuvés par le gestionnaire, avec lequel ils ont conclu une convention relative à un compte de parts de catégorie O ou dont le courtier ou le gestionnaire discrétionnaire offre des comptes gérés distinctement ou des programmes semblables et a conclu une convention relative à un compte de parts de catégorie O avec le gestionnaire. Ces investisseurs, habituellement des sociétés de services financiers, dont le gestionnaire, se servent des parts de catégorie O des Fonds pour faciliter l'offre d'autres produits aux investisseurs. Aucuns frais de gestion ni aucune charge d'exploitation ne sont imputés aux Fonds à l'égard des parts de catégorie O détenues; plutôt, le gestionnaire facture des frais de gestion convenus directement aux porteurs de catégorie O, ou aux courtiers ou gestionnaires discrétionnaires au nom des porteurs de parts, selon les directives de ces derniers.

La date à laquelle chaque Fonds a été créé aux termes d'une déclaration de fiducie (*date de création*) et la date à laquelle les parts de chaque catégorie de chaque Fonds ont été vendues au public pour la première fois (*date de début des activités*) sont indiquées à la note intitulée *Organisation du Fonds* des états de l'actif net.

L'état du portefeuille de placements de chaque Fonds est présenté au 31 août 2011, tandis que les états de l'actif net sont présentés aux 31 août 2011 et 2010 et les états des résultats et de l'évolution de l'actif net sont établis pour les exercices clos les 31 août 2011 et 2010, sauf pour les Fonds ou les catégories créés au cours de l'une ou l'autre de ces périodes, auquel cas l'information présentée couvre la période qui s'étend de la date de création ou de la date de début des activités jusqu'au 31 août 2011 ou 2010.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers, préparés selon les principes comptables généralement reconnus (*PCGA*) du Canada, comprennent des estimations et des hypothèses formulées par la direction qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif, du passif, des revenus et des charges au cours des périodes considérées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

a) Gestion des risques

L'approche globale des Fonds en ce qui concerne la gestion des risques repose sur des lignes directrices officielles qui régissent l'ampleur de l'exposition à divers types de risques, y compris la diversification au sein des catégories d'actifs et les limites quant à l'exposition aux placements et aux contreparties. En outre, des instruments financiers dérivés peuvent servir à gérer l'exposition à certains risques. Le gestionnaire dispose également de divers contrôles internes pour surveiller les activités de placement des Fonds, notamment la surveillance de la conformité à l'objectif et aux stratégies de placement, aux directives internes et à la réglementation sur les valeurs mobilières. Se reporter à l'Annexe à l'état du portefeuille de placements de chaque Fonds pour connaître les informations précises à fournir concernant les risques.

Juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation

Le processus d'évaluation de placements pour lesquels il n'existe pas de cours du marché est inévitablement fondé sur des incertitudes inhérentes, et les valeurs qui en résultent peuvent différer des valeurs qui auraient été utilisées si un marché actif avait existé pour ces placements. L'évaluation de ces titres peut se fonder sur diverses techniques d'évaluation pouvant inclure des modèles mathématiques, des modèles d'évaluation comparable, des modèles d'évaluation fondamentale ou d'autres techniques reflétant le contexte commercial ou le marché propre du titre. Si possible, les modèles s'appuient sur des données de marché observables. Toutefois, dans certains cas, la juste valeur de certains placements se fonde sur des hypothèses qui ne sont peut-être pas étayées par des données observables. L'établissement de la juste valeur d'un titre sans aucune donnée de marché observable nécessite l'exercice du jugement. Une modification à l'une ou l'autre des hypothèses pourrait avoir une incidence sur la juste valeur présentée des actifs financiers et des passifs financiers. Dans le cas des Fonds qui détiennent des placements de niveau 3, un rapprochement des soldes d'ouverture aux soldes de clôture est inclus dans l'Annexe à l'état du portefeuille de placements. De plus, l'incidence de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnables pour l'évaluation de placements de niveau 3 est présentée.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie à un instrument financier, comme un titre à revenu fixe ou un contrat dérivé, ne s'acquitte pas d'une obligation ou d'un engagement qu'elle a conclu avec le Fonds. La valeur des titres à revenu fixe et des dérivés présentés à l'état du portefeuille de placements tient compte de la solvabilité de l'émetteur et correspond donc au risque maximal de crédit auquel les Fonds sont exposés.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des taux de change. Cela vient du fait que les Fonds peuvent investir dans des titres libellés ou négociés dans des monnaies autres que la monnaie de présentation du Fonds.

Risque de taux d'intérêt

Le prix d'un titre à revenu fixe augmente généralement lorsque les taux d'intérêt diminuent, et baisse lorsque les taux d'intérêt augmentent. C'est ce qu'on appelle le risque de taux d'intérêt. Les prix des titres à revenu fixe à long terme fluctuent généralement plus en réaction à des variations des taux d'intérêt que les prix des titres à court terme. Compte tenu de la nature des titres à revenu fixe à court terme assortis d'une durée jusqu'à l'échéance de moins de un an, ces placements ne sont habituellement pas exposés à un risque important que leur valeur fluctue en réponse aux changements des taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Risque d'illiquidité

Les Fonds sont exposés aux rachats au comptant quotidiens de parts rachetables. De façon générale, les Fonds conservent suffisamment de positions en trésorerie et en équivalents de trésorerie pour maintenir une liquidité appropriée. Toutefois le risque d'illiquidité comprend également la capacité d'acheter un actif au comptant facilement et à un prix équitable. Certains titres ne sont pas liquides en raison de restrictions juridiques sur leur revente, la nature du placement ou simplement un manque d'acheteurs intéressés pour un titre donné ou un type de titre. Certains titres peuvent devenir moins liquides en raison de fluctuations dans la conjoncture des marchés, comme des variations des taux d'intérêt ou la volatilité des marchés, qui pourraient empêcher un Fonds de vendre des titres rapidement ou à un prix équitable. La difficulté à vendre des titres pourrait entraîner une perte ou une diminution du rendement pour le Fonds.

Autres risques de prix/de marché

Les autres risques de prix/de marché sont les risques que la valeur des placements fluctue en raison des variations de la conjoncture de marché. Plusieurs facteurs peuvent influencer sur les tendances du marché, comme l'évolution de la conjoncture économique, les variations de taux d'intérêt, les changements politiques et les catastrophes. Tous les placements sont exposés à d'autres risques de prix/de marché.

Notes afférentes aux états financiers

b) Opérations de placement, constatation des revenus et constatation des gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s

- i) Chaque achat ou vente d'un actif d'un portefeuille par un Fonds doit être pris en compte dans l'actif net dès que le calcul de l'actif net est effectué pour la première fois après la date à laquelle l'opération lie le Fonds.
- ii) Les intérêts créditeurs sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
- iii) Le revenu de dividende est constaté à la date ex-dividende.
- iv) Les titres cotés en Bourse sont comptabilisés à la valeur actuelle, établie par le cours acheteur de clôture.
- v) Les gains et pertes réalisés sur les placements et la plus-value ou la moins-value latente des placements sont calculés en fonction du coût moyen des placements correspondants, moins les coûts de transaction.
- vi) Les autres revenus représentent la somme de tous les revenus autres que ceux qui sont classés séparément dans les états des résultats.

c) Titres en portefeuille

Le coût des titres du Fonds est établi de la façon suivante. Les titres sont acquis et vendus à un cours négocié pour établir la valeur de la position négociée. La valeur totale acquise représente le coût total du titre pour le Fonds. Lorsque des unités additionnelles de ce titre sont acquises, le coût de ces unités additionnelles est ajouté au coût total du titre. Lorsque des unités d'un titre sont vendues, le coût proportionnel des unités du titre vendu est déduit du coût total du titre. Si le titre fait l'objet d'un remboursement de capital, ce dernier est déduit du coût total du titre. Cette méthode de suivi du coût du titre est connue sous l'appellation « méthode du coût moyen » et le coût total actuel d'un titre est désigné par l'expression prix de base rajusté ou « PBR » du titre. Les coûts de transaction engagés au moment des opérations sur portefeuille sont exclus du coût moyen des placements et sont constatés immédiatement en résultat net et présentés à titre d'élément distinct des charges dans les états financiers.

L'écart entre la valeur actuelle des titres et leur coût moyen, moins les coûts de transaction, représente la plus-value (moins-value) latente de la valeur des placements du portefeuille. La variation de la plus-value (moins-value) latente des placements pour la période visée est incluse dans les états des résultats.

Dans l'état du portefeuille de placements, les placements à court terme sont présentés à leur juste valeur. Les intérêts courus pour les obligations sont présentés distinctement dans les états de l'actif net.

d) Conversion des devises

La valeur des placements et des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens aux taux courants en vigueur à chaque date d'évaluation.

Les achats et les ventes de placements, ainsi que les revenus et les charges, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des opérations en question. Les gains ou les pertes de change sur les placements et sur les opérations donnant lieu à un revenu sont inscrits dans les états des résultats respectivement à titre de gain réalisé net (perte réalisée nette) de change et à titre de revenu.

e) Contrats de change à terme

Les Fonds peuvent conclure des contrats de change à terme à des fins de couverture ou autres que de couverture lorsque cette activité est conforme à leurs objectifs de placement et permise par les autorités canadiennes en valeurs mobilières.

La variation de la valeur des contrats de change à terme est comprise dans le gain latent (la perte latente) sur les contrats de change à terme dans les états de l'actif net et constatée au poste Augmentation (diminution) de la plus-value (moins-value) latente des placements au cours de la période considérée dans les états des résultats.

Le gain ou la perte découlant de l'écart entre la valeur du contrat de change à terme initial et la valeur de ce contrat à la clôture ou à la livraison est réalisé et comptabilisé dans les états des résultats à titre de gain net (perte nette) réalisé(e) de change pour les Fonds qui utilisent les contrats de change à terme aux fins de couverture ou à titre de revenu (perte) découlant des contrats de change à terme pour les Fonds qui n'utilisent pas ces contrats aux fins de couverture.

f) Contrats à terme standardisés

Les dépôts de garantie auprès des courtiers relativement aux contrats à terme standardisés sont inclus dans le montant de garantie dans les états de l'actif net. Toute variation du montant de garantie est réglée quotidiennement et incluse dans les montants à recevoir à la vente de titres en portefeuille ou dans les montants à payer à l'acquisition de titres en portefeuille dans les états de l'actif net.

L'écart entre la valeur de règlement à la fermeture des bureaux à la date d'évaluation et la valeur de règlement à la fermeture des bureaux à la date d'évaluation précédente est constaté à titre de revenu (perte) découlant des contrats à terme standardisés dans les états des résultats.

g) Prêt de titres

Les Fonds peuvent prêter des titres en portefeuille afin de dégager des revenus supplémentaires qui sont présentés dans les états des résultats. Les actifs prêtés d'un Fonds ne peuvent dépasser 50 % de la valeur actuelle de l'actif de ce Fonds (compte non tenu du bien affecté en garantie des titres prêtés). Selon les exigences du *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif*, la garantie minimale permise est de 102 % de la valeur actuelle des titres prêtés. Une garantie peut se composer de ce qui suit :

- i) Trésorerie.
- ii) Un titre de créance qui est émis, ou garanti pleinement et sans condition quant au capital et à l'intérêt, par a) le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada; b) le gouvernement des États-Unis d'Amérique ou celui de l'un de ses États; c) le gouvernement d'un autre État souverain ou un organisme supranational autorisé pourvu que, dans chaque cas, les titres de créance aient une note de crédit approuvée; ou d) une institution financière canadienne, ou une institution financière qui n'est pas constituée et organisée selon la loi canadienne ou la loi d'une province ou d'un territoire du Canada, si, dans un cas comme dans l'autre, les titres de créance de cet émetteur ou de ce garant, qui sont notés comme dette à court terme par une agence de notation agréée, ont une note de crédit approuvée.
- iii) Des lettres de crédit irrévocables émises par une institution financière canadienne, pour autant que ces titres de créance notés comme dette à court terme par une agence de notation agréée aient une note de crédit approuvée.
- iv) Les titres qui sont immédiatement convertibles en titres du même émetteur, de la même catégorie ou du même type et dont l'échéance est identique à celle des titres prêtés.
- v) Le papier commercial dont l'échéance est de 365 jours ou moins, dont la note de crédit est approuvée et qui a été émis par une société autre que le gouvernement ou un organisme supranational autorisé.

La valeur marchande des titres prêtés est établie à la clôture d'une date d'évaluation, et toute garantie additionnelle exigée est livrée aux Fonds le jour ouvrable suivant. Les titres prêtés continuent d'être inclus dans l'état du portefeuille de placements et figurent dans la valeur totale dans les états de l'actif net des placements à la valeur actuelle. Le cas échéant, les opérations de prêt de titres d'un Fonds sont présentées dans la note intitulée *Prêt de titres* des états de l'actif net.

h) Fonds à catégories multiples

Chaque Fonds peut émettre un nombre illimité de catégories de parts. Les gains ou les pertes en capital réalisés ou latents, le revenu et les charges communes (autres que les charges d'exploitation et les frais de gestion propres à une catégorie) du Fonds sont attribués aux porteurs de parts à chaque date d'évaluation proportionnellement à la valeur liquidative respective de la journée précédente, laquelle tient compte des opérations effectuées par le porteur de parts dans la journée, pour chaque catégorie à la date de l'attribution. Toutes les charges d'exploitation et tous les frais de gestion propres à une catégorie n'ont pas besoin d'être attribués. Toutes les charges d'exploitation propres à une catégorie sont prises en charge par le gestionnaire et recouvrées auprès des Fonds.

i) Autres actifs et passifs

Les autres actifs et passifs sont inscrits au coût, qui se rapproche de leur valeur actuelle.

Notes afférentes aux états financiers

j) Légende des abréviations

Voici la liste des abréviations (conversion de devises et autres) qui peuvent être utilisées dans les états du portefeuille de placements :

Abréviation des devises

ARS – Peso argentin	JPY – Yen japonais
AUD – Dollar australien	KRW – Won sud-coréen
BRL – Real brésilien	LBP – Livre libanaise
CAD – Dollar canadien	MXN – Peso mexicain
CHF – Franc suisse	MYR – Ringgit malais
CLP – Peso chilien	NOK – Couronne norvégienne
CNY – Renminbi chinois	NZD – Dollar néo-zélandais
COP – Peso colombien	PHP – Peso philippin
CZK – Couronne tchèque	PLN – Zloty polonais
DKK – Couronne danoise	RUB – Rouble russe
EUR – Euro	SEK – Couronne suédoise
GBP – Livre sterling	SGD – Dollar de Singapour
HKD – Dollar de Hong Kong	THB – Baht thaïlandais
HUF – Forint hongrois	TRY – Nouvelle lire de Turquie
IDR – Rupiah indonésien	TWD – Dollar de Taïwan
ILS – Nouveau shekel israélien	USD – Dollar américain
INR – Roupie indienne	ZAR – Rand sud-africain

Autres abréviations

CAAÉ – Certificat américain d'actions étrangères	iUnits – Parts indicielles
CDA – Certificats de dépôt autrichien	LEPOS – Options de vente à bas prix d'exercice
OVC – Obligation à valeur conditionnelle internationale	MSCI – Morgan Stanley Capital International
ETF – Fonds coté	OPALS – Titres indiciels adossés à un panier d'actions
CIAÉ – Certificat international d'actions étrangères	PERLES – Rendement lié à des titres participatifs
IPN – Billet de participation internationale	FPI – Fiducie de placement immobilier
iShares – Actions indicielles	CSAÉ – Certificat suédois d'actions étrangères

k) Normes internationales d'information financière

En janvier 2011, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a modifié l'introduction à la partie I du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) — Comptabilité* pour permettre aux sociétés de placement, qui comprennent les fonds d'investissement, de procéder à l'adoption initiale des Normes internationales d'information financière (IFRS) au plus tard pour les états financiers des périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. Les sociétés de placement qui choisissent de reporter l'adoption initiale peuvent continuer d'appliquer les PCGR du Canada existants jusqu'au basculement vers les IFRS.

Le Fonds reporte l'adoption initiale et adoptera les IFRS à compter du 1^{er} septembre 2013. Au 31 août 2011, le gestionnaire a élaboré un plan de conversion en vue de respecter cette date.

L'incidence qualitative possible du passage aux IFRS devrait s'étendre, jusqu'à nouvel ordre, à la présentation des états des flux de trésorerie, à commencer par les états financiers de 2014 et les états comparatifs de 2013. D'autres changements viendront s'ajouter aux états de l'actif net en ce qui a trait à la présentation de l'avoir des porteurs de parts, en plus de la possibilité de consolider les placements lorsqu'un fonds détient une participation majoritaire dans un autre fonds. D'autres informations dans les notes, au besoin, seront ajoutées en vue de respecter les nouveaux changements et de se conformer aux exigences accrues en matière d'informations à fournir.

La communication de l'incidence quantitative, le cas échéant, se fera dans les états financiers de 2013. Selon l'interprétation actuelle du gestionnaire des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS, le gestionnaire ne prévoit pas que le passage aux IFRS aura une incidence sur l'actif net ni sur l'actif net par part.

3. Évaluation des placements

La date d'évaluation d'un Fonds correspond à une journée ouvrable au siège social du gestionnaire (*date d'évaluation*). Le fiduciaire peut, à son gré, fixer d'autres dates d'évaluation. La valeur des placements ou des actifs d'un Fonds est calculée comme suit :

a) Trésorerie et autres actifs

La trésorerie, les débiteurs, les dividendes à recevoir, les distributions à recevoir et les intérêts courus sont évalués à la valeur actuelle ou à leur coût comptabilisé, plus ou moins toute opération de change entre la constatation de l'actif par le Fonds et la date d'évaluation actuelle, qui se rapproche de la valeur actuelle.

Les placements à court terme (instruments du marché monétaire) sont évalués à la juste valeur.

b) Obligations, débentures et autres titres de créance

Les obligations, débentures et autres titres de créance sont évalués à la valeur actuelle d'après le cours acheteur fourni par un fournisseur reconnu à la clôture des opérations à une date d'évaluation donnée.

c) Titres cotés en Bourse, titres non cotés en Bourse et juste valeur des titres étrangers

Les titres cotés ou négociés en Bourse sont évalués à la valeur actuelle du cours acheteur de clôture ou, s'il n'y a pas de cours acheteur de clôture, et dans le cas de titres négociés sur un marché hors cote, à la valeur actuelle telle qu'elle est déterminée par le gestionnaire, s'il y a lieu, comme base d'évaluation. Dans un tel cas, une juste valeur est établie par le gestionnaire pour déterminer la valeur actuelle. Si des titres sont intercotés ou négociés sur plus d'une Bourse ou d'un marché, le gestionnaire a recours au marché principal ou à la Bourse principale pour déterminer la valeur actuelle de ces titres.

La valeur actuelle des parts de chaque fonds commun de placement dans lequel un Fonds investit est établie au moyen de la valeur liquidative la plus récente déterminée par le fiduciaire ou le gestionnaire du fonds commun de placement à la date d'évaluation.

Les titres non cotés en Bourse sont évalués à la valeur actuelle d'après le cours acheteur tel qu'il est fixé par un courtier reconnu. Cependant, si le gestionnaire estime que le cours acheteur ne reflète pas la valeur actuelle, il peut décider d'un prix qui reflète plus précisément la juste valeur de ces titres.

L'évaluation à la juste valeur est conçue pour éviter les cours périmés et pour fournir une valeur actuelle plus exacte, et elle peut servir de dissuasion contre les opérations à court terme ou excessives nuisibles effectuées dans les Fonds. Lorsque des titres cotés ou négociés en Bourse ou sur un marché qui ferme avant les marchés ou les Bourses d'Amérique du Nord ou d'Amérique du Sud sont évalués par le gestionnaire à leur juste valeur marchande, plutôt qu'à leurs prix cotés ou publiés, les prix des titres utilisés pour calculer l'actif net ou la valeur liquidative du Fonds peuvent différer des prix cotés ou publiés de ces titres.

d) Instruments dérivés

Les positions longues sur options, les titres assimilables à des titres de créance et les bons de souscription inscrits sont évalués à la valeur actuelle du cours acheteur de clôture telle qu'elle est établie sur leur Bourse principale ou par un courtier reconnu pour ces titres. La note de crédit de chaque contrepartie (attribuée par Standard & Poor's, division de The McGraw-Hill Companies, Inc.) est égale ou supérieure à la note de crédit minimale approuvée.

Les contrats à terme standardisés, les contrats à terme de gré à gré et les swaps sont évalués à la valeur actuelle selon le gain ou la perte qui résulterait à la date d'évaluation, si la position des contrats à terme standardisés, des contrats à terme de gré à gré ou des swaps était liquidée.

La garantie payée ou déposée à l'égard de contrats à terme standardisés et de contrats à terme de gré à gré est inscrite comme créance, et une garantie constituée d'actifs autres que des espèces est désignée comme affectée à titre de sûreté.

Les autres instruments dérivés et les garanties sont évalués à la valeur actuelle d'une manière qui, selon le gestionnaire, représente leur valeur actuelle.

Notes afférentes aux états financiers

e) Titres de négociation restreinte

Les titres de négociation restreinte acquis par un Fonds sont évalués à la valeur actuelle d'une manière qui, selon le gestionnaire, représente leur valeur actuelle.

f) Autres titres

Tous les autres placements des Fonds sont évalués à la valeur actuelle conformément aux lois des autorités canadiennes en valeurs mobilières, le cas échéant.

La valeur d'un titre ou d'un autre bien d'un Fonds pour lequel aucun cours n'est disponible ou pour lequel le cours ne reflète pas adéquatement la valeur actuelle est établie par le gestionnaire par une évaluation des titres à leur valeur actuelle. Dans de tels cas, la valeur actuelle est établie au moyen de techniques d'évaluation à la juste valeur qui permettent d'établir plus précisément leur juste valeur telle qu'elle a été déterminée par le gestionnaire.

4. Parts émises et en circulation

Chaque Fonds a un nombre illimité de catégories de parts et peut émettre un nombre illimité de parts de chaque catégorie. Les parts en circulation représentent le capital des Fonds. Chaque part est sans valeur nominale, et la valeur de chaque part correspond à la valeur liquidative qui sera déterminée. Le règlement du coût des parts émises est effectué en vertu de la réglementation sur les valeurs mobilières applicables au moment de l'émission. Les distributions effectuées par les Fonds, et réinvesties par les porteurs de parts en parts additionnelles, sont également considérées comme du capital émis par les Fonds.

Les parts sont rachetées à la valeur liquidative par part du Fonds. Le droit de faire racheter des parts d'un Fonds peut être suspendu sur approbation des autorités canadiennes en valeurs mobilières ou lorsque la négociation normale est suspendue à une Bourse de valeurs ou d'options ou à un marché à terme au Canada ou à l'étranger auquel sont négociés les titres ou les instruments dérivés qui constituent plus de 50 % de la valeur ou de l'exposition sous-jacente du total de l'actif du Fonds, à l'exclusion du passif du Fonds, et lorsque ces titres ou ces instruments dérivés ne sont pas négociés à une autre Bourse qui représente une option raisonnablement pratique pour le Fonds. Les Fonds ne sont pas soumis, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant leur capital.

Le capital reçu par un Fonds est utilisé dans le cadre du mandat de placement du Fonds. Cela peut inclure, pour tous les Fonds, la capacité d'avoir les liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de rachat de parts à la demande des porteurs de parts.

La variation des parts émises et en circulation pour les périodes closes les 31 août 2011 et 2010 est présentée dans les états de l'évolution de l'actif net.

5. Frais de gestion et charges d'exploitation

Les frais de gestion sont fondés sur la valeur liquidative des Fonds, et calculés quotidiennement. Les frais de gestion sont payés au gestionnaire en contrepartie de la prestation de services de gestion, de placement et de conseil liés aux portefeuilles ou de dispositions prises pour la prestation de ces services. Le maximum des frais de gestion exprimé en pourcentage de la valeur liquidative moyenne pour chaque catégorie de parts du Fonds est présenté dans la note intitulée *Montant maximal des frais de gestion* des états des résultats. Pour les parts de catégorie O, les frais de gestion sont négociés ou payés par les porteurs de parts ou selon leurs instructions, ou encore par les courtiers et les gestionnaires discrétionnaires au nom des porteurs de parts, conformément à leurs instructions.

En plus d'être responsables des frais de gestion, les Fonds doivent acquitter toutes les charges liées à leur exploitation et à la conduite de leurs activités, ce qui peut comprendre les intérêts, les coûts d'exploitation et d'administration (autres que les frais de publicité et de promotion, qui incombent au gestionnaire), les frais de courtage, les commissions, les différentiels, les frais de réglementation, les honoraires versés aux membres du comité d'examen indépendant, les impôts et les taxes, les honoraires d'audit et les frais juridiques de même que les charges, les frais de garde, les coûts de services aux investisseurs et les coûts liés à la présentation de rapports aux porteurs de parts, de prospectus et d'autres rapports. Le gestionnaire paie toutes ces charges d'exploitation propres à une catégorie et les recouvre auprès des Fonds. Les Fonds ne versent pas d'honoraires au fiduciaire.

Le gestionnaire peut recouvrer d'un Fonds un montant inférieur aux charges d'exploitation réelles propres à une catégorie qu'il paie, et ainsi prendre en charge des charges propres à une catégorie. Le gestionnaire peut également imputer à un Fonds un montant inférieur aux frais de gestion maximaux, présentés à la note *Montant maximal des frais de gestion* des états des résultats, et ainsi renoncer aux frais de gestion.

Le gestionnaire peut, en tout temps et à sa seule discrétion, cesser de prendre en charge des charges propres à une catégorie ou cesser de renoncer aux frais de gestion. Les charges d'exploitation propres à une catégorie prises en charge par le gestionnaire ou les frais de gestion auxquels il a renoncé sont présentés dans les états des résultats.

Dans certains cas, le gestionnaire peut imputer des frais de gestion à un Fonds qui sont inférieurs aux frais de gestion qu'il a le droit d'exiger de certains investisseurs dans un Fonds. Cet écart est payé par le Fonds aux investisseurs concernés à titre de distribution de parts additionnelles (*distributions des frais de gestion*) du Fonds.

Les distributions des frais de gestion sont négociables entre le gestionnaire et l'investisseur et dépendent principalement de l'importance du placement de l'investisseur dans le Fonds. Les distributions des frais de gestion payées aux investisseurs admissibles n'ont pas d'incidence négative sur le Fonds ou sur tout autre investisseur du Fonds. Le gestionnaire peut augmenter ou diminuer le montant des distributions à certains investisseurs de temps à autre.

6. Impôts sur les bénéfices

Les Fonds (sauf le Fonds d'actions américaines neutre en devises Frontières) sont des fiducies de fonds communs de placement au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). La tranche de leur revenu net et des gains en capital nets réalisés distribuée aux porteurs de parts n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices. De plus, l'impôt sur les bénéfices payable sur les gains en capital nets réalisés non distribués peut être recouvré par tous les Fonds (sauf le Fonds d'actions américaines neutre en devises Frontières) suivant une formule établie selon les rachats. Une partie suffisante du revenu net et des gains en capital nets réalisés des Fonds a été ou est distribuée aux porteurs de parts de sorte qu'aucun impôt n'est payable par les Fonds et, par conséquent, aucune provision pour impôt sur les bénéfices n'a été constituée dans les états financiers. À l'occasion, un Fonds peut verser des distributions qui dépassent le revenu net et les gains en capital nets qu'il a réalisés. Cette distribution excédentaire est désignée à titre de remboursement du capital et est non imposable entre les mains des porteurs de parts. Cependant, un remboursement de capital réduit le coût moyen des parts des porteurs de parts aux fins fiscales.

Les pertes autres qu'en capital découlant des années d'imposition antérieures à 2004 peuvent être reportées en avant pendant sept ans et déduites du bénéfice imposable futur. Les pertes autres qu'en capital survenues en 2004 et 2005 peuvent être reportées en avant pendant dix ans. Les pertes autres qu'en capital survenues en 2006 et par la suite peuvent être reportées en avant pendant vingt ans.

Aux fins de l'impôt, les pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment et déduites des gains en capital réalisés au cours d'exercices ultérieurs. Le cas échéant, les pertes en capital et les pertes autres qu'en capital d'un Fonds sont présentées dans la note intitulée *Pertes en capital et pertes autres qu'en capital* des états de l'évolution de l'actif net.

L'année d'imposition du Fonds d'actions américaines neutre en devises Frontières se termine le 31 décembre. Pour tous les autres Fonds, l'année d'imposition se termine le 15 décembre.

7. Commissions de courtage et honoraires

Le total des commissions versées par les Fonds aux courtiers relativement aux opérations sur portefeuille est présenté à la note intitulée *Commissions de courtage et honoraires* des états des résultats de chaque Fonds. Lors de l'attribution des activités de courtage, les sous-conseillers des Fonds peuvent se tourner vers la prestation de biens et de services par le courtier ou un tiers, autre que l'ordre d'exécution à un courtier (dans l'industrie, ce type d'entente est appelé un rabais de courtage). Ces biens et services sont payés avec une tranche des commissions de courtage et aident les sous-conseillers du Fonds à l'égard des services de prise de décision en matière de placement pour le Fonds ou sont liés directement à l'exécution des opérations sur portefeuille au nom du Fonds. Les services sont fournis par le courtier qui effectue la négociation ou par un tiers et payés par ce courtier. Le total des rabais de courtage versés par les Fonds aux courtiers est présenté à la note *Commissions de courtage et honoraires* des états des résultats de chaque Fonds. En outre, le gestionnaire peut signer des ententes de récupération de la commission avec certains courtiers à l'égard du Fonds. Toute commission récupérée est versée au Fonds.

Les opérations relatives à des titres à revenu fixe, à d'autres titres et à certains autres produits dérivés (y compris les contrats à terme de gré à gré) sont effectuées sur le marché hors cote, où les participants agissent à titre de mandants. Ces titres sont généralement négociés en fonction du solde net et ne comportent habituellement pas de commissions de courtage, mais comprennent, en règle générale, un différentiel (soit la différence entre le cours acheteur et le cours vendeur du titre du marché applicable).

Les différentiels associés à la négociation de titres à revenu fixe et de certains produits dérivés (y compris les contrats à terme de gré à gré) ne sont pas vérifiables et, pour cette raison, ne sont pas inclus dans les montants. En outre, les rabais de courtage ne comprennent que la valeur des services de recherche et d'autres services fournis par un tiers aux sous-conseillers, la valeur des services fournis aux sous-conseillers par le courtier ne pouvant être déterminée. Quand ces services sont offerts à plus d'un Fonds, les coûts sont répartis entre ces Fonds en fonction du nombre d'opérations ou d'autres facteurs justes, tels qu'ils sont déterminés par les sous-conseillers.

8. Opérations entre apparentés

Les rôles et responsabilités de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (*Banque CIBC*) et de ses sociétés affiliées, en ce qui a trait aux Fonds, se résument comme suit et sont assortis des frais et honoraires décrits ci-après. Les Fonds peuvent détenir des titres de la Banque CIBC. La Banque CIBC et ses sociétés affiliées peuvent également prendre part à des placements d'émetteurs ou accorder des prêts à des émetteurs dont les titres peuvent figurer dans le portefeuille des Fonds, qui ont conclu des opérations d'achat ou de vente de titres auprès du Fonds en agissant à titre de mandant, qui ont conclu des opérations d'achat ou de vente de titres auprès du Fonds au nom d'un autre fonds d'investissement géré par la Banque CIBC ou une société affiliée ou qui ont agi à titre de contrepartie dans les opérations sur dérivés. Les frais de gestion à payer et les autres frais courus des états de l'actif net sont généralement payables à un apparenté du Fonds.

Notes afférentes aux états financiers

Gestionnaire, fiduciaire et conseiller en valeurs des Fonds

Gestion d'actifs CIBC inc., filiale en propriété exclusive de la Banque CIBC, agit en qualité de gestionnaire, de fiduciaire et de conseiller en valeurs de chacun des Fonds.

En outre, le gestionnaire prend les dispositions nécessaires relativement aux services administratifs des Fonds (autres que les services de publicité et services promotionnels qui relèvent du gestionnaire), aux services juridiques, aux services aux investisseurs et aux coûts liés aux rapports aux porteurs de parts, aux prospectus et aux autres rapports. Le gestionnaire est l'agent comptable des registres et l'agent des transferts des Fonds et fournit tous les autres services administratifs requis par les Fonds ou en assure la prestation. La valeur (incluant toutes les taxes applicables) de tous les frais d'administration des Fonds (déduction faite des charges prises en charge) que le gestionnaire a recouvrés auprès du Fonds est présentée dans la note intitulée *Frais d'administration et autres charges d'exploitation du Fonds* des états des résultats.

Gestion globale d'actifs CIBC inc. (*Gestion CIBC*), filiale en propriété exclusive de la Banque CIBC, est le sous-conseiller de certains Fonds.

Ententes et rabais de courtage

Les sous-conseillers prennent des décisions, y compris sur la sélection des marchés et des courtiers ainsi que la négociation des commissions, en ce qui a trait à l'acquisition et à la vente de titres en portefeuille, de certains produits dérivés (y compris les contrats à terme standardisés) et à l'exécution des opérations sur portefeuille. Les activités de courtage peuvent être attribuées par les sous-conseillers, y compris Gestion CIBC, à Marchés mondiaux CIBC inc. et à CIBC World Markets Corp., chacune étant une filiale de la Banque CIBC. Le total des commissions versées aux courtiers liés relativement aux opérations sur portefeuille est présenté à la note intitulée *Commissions de courtage et honoraires* des états des résultats de chaque Fonds.

Marchés mondiaux CIBC inc. et CIBC World Markets Corp. peuvent aussi gagner des différentiels à la vente de titres à revenu fixe, d'autres titres et de certains produits dérivés (y compris les contrats à terme de gré à gré) aux Fonds. Les courtiers, y compris Marchés mondiaux CIBC inc. et CIBC World Markets Corp., peuvent fournir des biens et des services, autres que l'ordre d'exécution, aux sous-conseillers, y compris Gestion CIBC, qui traitent les opérations de courtage par leur entremise (appelés, dans l'industrie, rabais de courtage). Ces biens et services sont payés à même une partie des commissions de courtage, aident les sous-conseillers à prendre des décisions en matière de placement pour le Fonds ou sont liés directement à l'exécution des opérations sur portefeuille au nom du Fonds. Ils sont fournis par le courtier qui fait la négociation ou par un tiers et payés par le courtier. Comme le prévoient les conventions des sous-conseillers, ces rabais de courtage sont conformes aux lois applicables. Le gestionnaire a conclu une entente de remboursement des charges avec Gestion CIBC. En vertu de l'entente, les frais de garde directement liés aux opérations sur portefeuille engagés par un Fonds, ou une partie du Fonds, pour lequel Gestion CIBC est le sous-conseiller sont payés par Gestion CIBC ou encore par le ou les courtiers à la demande de Gestion CIBC, jusqu'à concurrence du montant des crédits découlant des rabais de courtage issus des activités de négociation au nom du Fonds, ou d'une partie du Fonds, au cours du mois en question. Le total des rabais de courtage versés par le Fonds aux courtiers est présenté dans la note *Commissions de courtage et honoraires* des états des résultats de chaque Fonds. En outre, le gestionnaire peut signer des ententes de récupération de la commission avec certains courtiers à l'égard des Fonds. Toute commission récupérée est versée au Fonds.

Les différentiels associés à la négociation de titres à revenu fixe et de certains produits dérivés (y compris les contrats à terme de gré à gré) ne sont pas vérifiables et, pour cette raison, ne sont pas inclus dans les montants. En outre, les rabais de courtage ne comprennent que la valeur des services de recherche et d'autres services fournis par un tiers aux sous-conseillers, la valeur des services fournis aux sous-conseillers par le courtier ne pouvant être déterminée. Quand ces services sont offerts à plus d'un Fonds, les coûts sont répartis entre ces Fonds en fonction du nombre d'opérations ou d'autres facteurs justes, tels qu'ils sont déterminés par les sous-conseillers.

Dépositaire

Le dépositaire détient la totalité des liquidités et des titres pour les Fonds et s'assure que ces actifs sont conservés séparément des autres liquidités ou titres qu'il peut détenir. La Compagnie Trust CIBC Mellon (*dépositaire*) est le dépositaire des Fonds. Les honoraires pour les services rendus par le dépositaire et directement liés à l'exécution des opérations sur portefeuille engagés par un Fonds, ou une partie du Fonds, pour lequel Gestion CIBC est le sous-conseiller sont payés par Gestion CIBC ou par le ou les courtiers à la demande de Gestion CIBC, jusqu'à concurrence du montant pouvant correspondre aux crédits découlant des rabais de courtage issus des activités de négociation au nom du Fonds, ou d'une partie du Fonds, au cours du mois en question. Tous les autres honoraires pour les services rendus par le dépositaire sont pris en charge par les Fonds à titre de charges d'exploitation.

Fournisseur de services

La Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon (*STM CIBC*) fournit certains services aux Fonds, y compris des services de prêt de titres, de comptabilité, d'information financière et d'évaluation de portefeuille. La Banque CIBC détient indirectement une participation de 50 % dans STM CIBC. Les montants en dollars versés par les Fonds (incluant toutes les taxes applicables) à la Compagnie Trust CIBC Mellon au titre des frais de garde (déduction faite des charges prises en charge), et à STM CIBC au titre des services de comptabilité, d'information financière et d'évaluation de portefeuille (déduction faite des charges prises en charge) pour les périodes closes les 31 août 2011 et 2010 sont présentés dans la note intitulée *Fournisseur de services* des états des résultats.

9. Couverture

Certains titres libellés en devises ont fait l'objet d'une couverture totale ou partielle à l'aide de contrats de change à terme dans le cadre des stratégies de placement des Fonds. Ces couvertures sont indiquées par un numéro de référence dans les états du portefeuille de placements et un numéro de référence correspondant dans le tableau des contrats de change à terme pour ces Fonds.

10. Rapprochement de l'actif net par part et de la valeur liquidative par part

L'adoption du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers — comptabilisation et évaluation », pourrait entraîner une différence entre la valeur des titres détenus par le Fonds à des fins de présentation de l'information financière (valeur définie comme l'actif net si elle renvoie au Fonds ou comme l'actif net par part lorsqu'elle est présentée par part) et la valeur utilisée dans l'établissement du prix des opérations pour les porteurs de parts (définie comme la valeur liquidative si elle renvoie au Fonds ou comme la valeur liquidative par part lorsqu'elle est présentée par part). Se reporter à la note intitulée *Rapprochement de l'actif net par part* des états de l'actif net.

Rapport des auditeurs indépendants

Aux porteurs de parts des

Fonds canadien de revenu à court terme Frontières
Fonds canadien de titres à revenu fixe Frontières
Fonds canadien de revenu mensuel Frontières
Fonds d'actions canadiennes Frontières
Fonds d'actions américaines Frontières

Fonds d'actions américaines neutre en devises Frontières
Fonds d'actions internationales Frontières
Fonds d'actions de marchés émergents Frontières
Fonds d'obligations mondiales Frontières

(collectivement les « Fonds »)

Nous avons effectué l'audit des états financiers de chaque Fonds ci-joints, qui comprennent l'état du portefeuille de placements au 31 août 2011, les états de l'actif net aux 31 août 2011 et 2010 et les états des résultats et de l'évolution de l'actif net pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de chacun des Fonds aux 31 août 2011 et 2010 ainsi que de leurs résultats d'exploitation et de l'évolution de leur actif net pour les exercices clos à ces dates conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto, Canada
Le 8 novembre 2011

Ernst + Young S.N.L./S.E.V.C.R.L.
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés



Investissements Renaissance

1500, rue University, bureau 800
Montréal (Québec)
H3A 3S6
1-888-888-3863

Site Web

www.investissementsrenaissance.ca

Gestion d'actifs CIBC inc., gestionnaire et fiduciaire des Fonds Frontières, est une filiale en propriété exclusive de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (*Banque CIBC*). Veuillez lire le prospectus simplifié des Fonds Frontières avant d'investir. Pour obtenir une copie du prospectus simplifié, composez le 1-888-888-3863, envoyez un courriel à info@investissementsrenaissance.ca ou parlez-en à votre conseiller.

^{MD}Frontières et Investissements Renaissance sont des marques déposées de Gestion d'actifs CIBC inc. Investissements Renaissance est offert par Gestion d'actifs CIBC inc.

